

Communiqué de presse - assemblée mondiale des peuples 2022



Assemblée mondiale des peuples à l'Assemblée générale des Nations unies : Plus de 1000 groupes de la société civile proposent des mesures audacieuses pour transformer notre monde.

New York, 23 septembre 2022 - Sept ans après l'adoption des Objectifs de développement durable - presque à mi-chemin de l'échéance de 2030 - la promesse visionnaire de justice sociale et d'un monde fondé sur les droits, équitable et écologiquement juste pour tous semble être un rêve lointain. 1300 [participants](#) issus de groupes historiquement marginalisés et exclus, ainsi que des organisations de la société civile de plus de 127 pays, appellent les dirigeants du monde à prendre des mesures audacieuses et transformatrices pour s'attaquer au système actuel, injuste, inégalitaire et extractif. [Une déclaration](#) élaborée avec les contributions de plus de 30 assemblées populaires nationales et régionales a été adoptée lors de [l'Assemblée mondiale des peuples](#), le mardi 22 septembre, organisée par [Global Call to Action Against Poverty](#) (l'Action mondiale contre la pauvreté - GCAP) et ses alliés, pendant la **77e session de l'Assemblée générale des Nations unies**. " Le temps d'agir est venu", le groupe appelle à un partage égal du pouvoir politique et économique entre le Nord et le Sud de la planète, à une démocratie mondiale et à un espace civique solide.

"Nous avons tenté de galvaniser les voix des communautés les plus marginalisées dans les assemblées populaires organisées aux niveaux national, régional et mondial. La déclaration de l'assemblée mondiale a été préparée dans le cadre d'un processus ascendant, en tenant compte des contributions des groupes de base que les dirigeants mondiaux doivent écouter", explique **Ingo Ritz**, directeur de [Global Call to Action Against Poverty \(GCAP\)](#).

"L'Assemblée mondiale des peuples crée un espace important pour que d'autres points de vue et d'autres voix puissent s'exprimer pendant que les chefs d'État se réunissent à New York. Les personnes réunies au sein de l'assemblée estiment que l'ONU ne peut rester un club exclusif de gouvernements. Les peuples, la société civile et les représentants élus doivent être inclus", ajoute **Andreas Bummel**, directeur exécutif de [Democracy Without Borders](#).

L'Assemblée mondiale des peuples demande aux décideurs de lier les besoins des générations futures aux priorités actuelles, notamment l'Agenda 2030 pour le développement durable, de mettre fin au militarisme et d'agir sur la crise climatique, avec une stratégie fondée sur les principes des droits de

l'homme et l'équité intergénérationnelle, essentielle pour préserver les intérêts des générations actuelles et futures.

"Pour parvenir à la justice mondiale, nous devons parvenir à la justice climatique, et pour parvenir à la justice climatique, nous devons 'arrêter l'écocide'. L'écocide est un crime contre ma génération et contre l'humanité. Il est essentiel de centrer ma génération dans la lutte pour la justice mondiale, car c'est notre avenir que nous façonnons", déclare **Emma Buretta de Fridays For Future**, qui sera rejointe par des milliers de personnes dans les rues de New York pour la prochaine grève du climat.

[La déclaration](#) met particulièrement l'accent sur les défis actuels en matière de droits humains et appelle les dirigeants mondiaux à garantir les libertés fondamentales de réunion, d'association et d'expression pacifiques et à défendre les droits de tous à participer pleinement à la vie économique et civique.

"Les conditions de l'espace civique restent un défi dans le monde entier, avec seulement 3,1% de la population mondiale vivant dans des pays où les libertés fondamentales sont respectées et protégées. Les ODD ne peuvent être complètement atteints sans la participation de ceux qui sont affectés par eux, et une telle participation ne peut être réalisée que dans un environnement favorable. Il est essentiel que la société civile s'engage pleinement, activement et efficacement pour accélérer les engagements de l'Agenda 2030", déclare **Lysa John, secrétaire générale de [CIVICUS](#)**.

S'exprimant sur l'espace civique à l'approche des élections présidentielles, **Athayde Motta, directeur exécutif de l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE) et membre du personnel exécutif d'Abong**, déclare : "Les organisations de la société civile et les mouvements sociaux brésiliens ont été soumis à des processus bureaucratiques de criminalisation dont l'objectif est de les empêcher de réclamer des droits pour les secteurs les plus pauvres de la société brésilienne. Les espaces civiques ont été complètement fermés au Brésil et la participation des citoyens à l'élaboration des politiques et à la prise de décision a été oblitérée. Le résultat est clair : des politiques sociales moins efficaces et moins d'argent pour les programmes sociaux, ou, tout simplement, plus de pauvreté".

La déclaration se concentre sur plusieurs questions principales : l'égalité des vaccins, la démocratie et les droits humains en ligne et hors ligne, une approche transformatrice du genre, la nécessité de respecter et de dépasser l'accord de Paris sur le climat, la dette et la justice économique, en particulier en ce qui concerne le financement du développement et un système financier mondial responsable, la nécessité du pacifisme et, enfin, les réformes de l'ONU en vue du Sommet du futur en 2024, où personne ne devrait être laissé de côté.

"La discrimination fondée sur la caste et l'intouchabilité, connue sous le nom de discrimination fondée sur le travail et l'ascendance en termes de l'ONU, est une cause fondamentale de l'extrême pauvreté, de la non-représentation, de la violence, de l'exclusion, de l'esclavage et de l'injustice envers les Dalits. Ces injustices et ces inégalités doivent être éliminées par une mise en œuvre efficace des lois et des politiques nationales et internationales", déclare **Bhakta Biswakarma, de l'[Asia Dalit Rights Forum](#)**.

"Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de développement durable. Nous ne pouvons pas faire face à la situation en adoptant une approche de type "business-as-usual" ; nous avons besoin d'actions urgentes et extraordinaires pour une reprise juste et inclusive. Afin d'atteindre les objectifs, nous devons tous travailler à rendre le développement plus efficace. Les domaines clés sont les suivants : les pays fournisseurs d'aide doivent consacrer 0,7 % de leur revenu national à l'aide publique au développement (APD) et adhérer aux principes d'efficacité ; les plans doivent donner la priorité aux plus démunis et aux personnes marginalisées afin de ne laisser personne de côté ; le secteur

privé doit respecter les droits de l'homme et les normes du travail ; et la société civile doit s'engager en tant qu'acteurs indépendants du développement, sans répression ni persécution", commente le [CSO partnership for Development Effectiveness \(CPDE\)](#).

Alors que la société civile s'efforce sérieusement de réussir la mise en œuvre des ODD, les systèmes politiques et économiques nous font défaut. L'augmentation des prix de l'alimentation et de l'énergie, la perte des moyens de subsistance, la dégradation de l'environnement et les lacunes critiques dans les soins de santé - y compris l'inégalité des vaccins et d'autres inégalités dans la lutte contre le COVID-19 - poussent les gens vers les marges et rendent notre planète inhabitable. De toute urgence, l'assemblée demande de garantir l'accès gratuit et universel au vaccin COVID et à tous les tests et traitements, en donnant la priorité aux pays les plus marginalisés, en allant un peu plus loin que la décision de la conférence ministérielle de l'OMC en juin 2022 pour inclure une dérogation [complète aux ADPIC pour le vaccin, les tests et les traitements](#). Enfin, le traité sur les pandémies proposé par l'OMS devrait être adopté.

"La réalité est claire. Toutes les sociétés, qu'elles soient grandes ou petites, fortes ou faibles, sont vulnérables aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine. De la crise climatique aux nombreux conflits visibles et invisibles, ce sont évidemment les populations qui en subissent les conséquences à court et à long terme. Malheureusement, elles n'ont pratiquement jamais voix au chapitre et sont souvent exclues du processus de décision. Ces portes ne peuvent et ne doivent pas rester fermées et les possibilités de dialogue doivent être élargies et renforcées. Des initiatives telles que l'Assemblée mondiale des peuples régénèrent des espaces dans lesquels les militants et les organisations de la société civile peuvent se rencontrer, se renforcer mutuellement, exprimer leur solidarité et élaborer des stratégies avec les communautés qui sont laissées à la périphérie du monde politique actuel. Je fais référence, bien sûr, aux jeunes, aux femmes, aux personnes souffrant d'un handicap, aux personnes âgées et à tous ceux qui sont laissés de côté en raison des déséquilibres de pouvoir. Il est temps d'entendre leurs voix. Le fossé entre la rhétorique et la réalité doit être comblé. Traduisons enfin les promesses en actions ! Que chacun, dirigeants, chercheurs, groupes de la société civile et tous les autres acteurs du monde entier, trouve dans mes paroles un appel à l'action", conclut **Mavalow Christelle Kalhoule, présidente de [Forus](#) et de [SPONG](#), le réseau des ONG du Burkina Faso.** Lisez la déclaration de l'Assemblée mondiale des peuples [ici](#).

Pour les demandes d'interview ou les demandes des médias, veuillez contacter

Pradeep Baisakh, Coordinateur Asie, GCAP, Email : Pradeep.baisakh@gcap.global Whats app : +91 8447459549

Bibbi Abruzzini, Coordinateur médias et campagnes, Forus, Email : bibbi@forus-international.org Whats app : + 32 (0) 4 70 81 86 14